



Conseil de sécurité

Distr. générale
18 septembre 2025
Français
Original : anglais

Algérie, Danemark, Grèce, Guyana, Pakistan, Panama, République de Corée, Sierra Leone, Slovénie et Somalie : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant toutes ses résolutions relatives à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne,

Se déclarant profondément alarmé par le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire dans lequel il est confirmé que la famine sévit actuellement dans la province de Gaza et qu'elle devrait toucher les provinces de Deïr el-Balah et de Khan Younès d'ici la fin du mois de septembre, et se disant alarmé en outre par la situation humanitaire catastrophique dans l'ensemble de la bande de Gaza, condamnant fermement toute utilisation de la famine contre des civils comme méthode de guerre,

Se déclarant vivement préoccupé par l'extension en cours de l'opération militaire israélienne à Gaza et par l'aggravation des souffrances des civils qui en résulte, demandant que cette opération soit annulée immédiatement, et réaffirmant son rejet de toute tentative de changement démographique ou territorial dans la bande de Gaza,

Réaffirmant que toutes les parties doivent s'acquitter des obligations que leur fait le droit international, y compris le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils et la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, ainsi que le droit international des droits humains, réaffirmant qu'il s'oppose au déplacement forcé de la population civile entrepris en violation du droit international et rappelant que les prises d'otages sont prohibées par le droit international,

1. *Exige* un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent à Gaza auquel se conforment toutes les parties ;

2. *Rappelle* qu'il a exigé la libération immédiate et inconditionnelle, dans la dignité, de tous les otages détenus par le Hamas et d'autres groupes ;

3. *Exige* que le Gouvernement israélien lève sans délai et sans condition toutes les restrictions mises à l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, qu'il en garantisse la distribution en toute sécurité et sans entrave aux populations qui en ont besoin, en particulier celle acheminée par l'ONU et les partenaires humanitaires, à grande échelle dans toute la bande de Gaza, conformément au droit international humanitaire



et aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, et qu'il garantisse également le rétablissement complet de tous les services essentiels ;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, dans les 30 jours, sur l'application de la présente résolution.

5. *Décide* de rester activement saisi de la question.
